

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/001216]

1^{er} DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention pour l'achat d'un vélo de service et ajoutant les modalités d'octroi d'une subvention pour l'achat d'un vélo, d'un vélo cargo ou d'une remorque de vélo pour des activités de cyclologistique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret "climat" du 20 février 2014, article 16/1, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018 et modifié par le décret du 1^{er} octobre 2020 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention pour l'achat d'un vélo de service ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 janvier 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2023 ;

Vu le rapport du 3 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n^o 74.529/4 du Conseil d'État, donné le 23 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant les engagements de la Région wallonne en matière de lutte contre les dérèglements climatiques et de réduction des gaz à effet de serre résumés comme suit : « Le Gouvernement s'assure que ses décisions, avec celles du Gouvernement fédéral et de l'Union européenne, contribuent d'ici 2030 à une diminution des émissions de gaz à effet de serre en ligne avec l'objectif wallon de moins cinquante-cinq pour cent et une diminution forte de l'impact des systèmes de transport sur la santé. La politique wallonne se base sur la poursuite de la vision FAST 2030 et la Stratégie régionale de Mobilité, qui sont renforcées à la hauteur des objectifs de la Wallonie en ligne avec le PACE tel qu'il est revu » ;

Considérant la Stratégie régionale de Mobilité, volet Marchandises, et l'orientation stratégique suivante : « Œuvrer dans le temps et l'espace pour des transports efficaces et durables » ;

Considérant, dans cette même stratégie, l'optimisation de la circulation des marchandises en ville : « Parmi les solutions de mobilité des marchandises en milieu urbain dense, le vélo cargo offre des solutions pour au moins quarante pour cent du marché de la livraison en zone urbaine. Il est pris en considération au sein de la stratégie de distribution urbaine et encouragé à travers différents leviers » ;

Considérant le Plan Wallonie cyclable adopté le 1^{er} juillet 2022 par le Gouvernement et, notamment, l'action spécifique « Assurer des primes à l'achat de vélos servant la cyclo-logistique » au sein de la mesure 3.3.4 intitulée « Avoir des aides à l'achat (vélo, matériel) » ;

Considérant les ambitions énoncées dans la Déclaration de Politique régionale 2019-2024 en matière de développement de l'usage du vélo en Région wallonne : « Le Gouvernement met en place une stratégie de développement de l'usage du vélo comme moyen de déplacement utilitaire, de façon à doubler son usage d'ici 2024 et à la multiplier par cinq d'ici 2030 » ;

Considérant la position du Gouvernement relative à la micro-mobilité électrique, à laquelle le vélo à assistance électrique peut être assimilé : « La micro-mobilité électrique est une composante de l'intermodalité qui fait partie d'un ensemble de solutions pouvant diminuer la congestion du trafic et la pollution » ;

Considérant le potentiel du vélo électrique, en matière de mobilité professionnelle, lequel permet de parcourir des distances plus longues, d'affronter des dénivelés plus importants, de tracter des charges plus importantes, tout en fournissant un effort moindre qu'avec un vélo musculaire ;

Considérant l'opportunité d'encourager l'utilisation du vélo en remplacement de modes de transport moins durables dans le secteur du transport de marchandises en ville ou lors de transport de courte distance via des vélos cargo, munis ou non de remorques ;

Considérant le prix moyen d'un vélo ou vélo cargo musculaire prévu pour un usage quotidien, et celui d'un vélo ou vélo cargo à assistance électrique, plus élevé que celui d'un vélo musculaire, et le frein que cela peut représenter ;

Considérant l'intérêt croissant pour le vélo comme mode de déplacement utilitaire pour des déplacements de service professionnels, des livraisons, et des enlèvements de colis ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention pour l'achat d'un vélo de service, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, est remplacé par ce qui suit : « Arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention pour l'achat d'un vélo de service et pour l'achat d'un vélo ou d'une remorque de vélo pour des activités de cyclologistique ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 2^o est complété par « ou des activités de cyclologistique » ;

b) l'alinéa 1^{er} est complété par les 13^o, 14^o et 15^o, rédigés comme suit :

« 13^o la remorque de vélo : la remorque respectant les prescriptions en matière de longueurs, largeurs, masses et équipements visés aux articles 46.1, 4^o, 46.2.2, 82.1.3, 82.1.4, 82.4.2 et 82.5 du Code de la route pouvant s'atteler au vélo ou au vélo cargo et destinée au transport de marchandises ;

14^o l'activité de cyclologistique : le déplacement professionnel ayant pour objet le transport, la livraison ou l'enlèvement de marchandises, effectué à l'aide d'un vélo ou d'un vélo cargo, avec ou sans assistance électrique, avec ou sans remorque ;

15° le règlement n°1407/2013 : le règlement de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région wallonne peut accorder une subvention destinée à couvrir une partie des frais relatifs à l'acquisition d'un vélo, d'un vélo cargo ou d'une remorque de vélo aux personnes morales et aux travailleurs indépendants pour des activités de cyclologistique. ».

Art. 4. À l'article 3 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de service » sont insérés entre les mots « d'un vélo » et les mots « est fixé » ;
- 2° dans l'alinéa 2, les mots « de service » sont insérés entre les mots « d'un vélo » et les mots « est fixé » ;
- 3° dans l'alinéa 3, les mots « régional pour le même matériel » sont insérés entre les mots « double subventionnement » et les mots « est interdit. » ;
- 4° l'article 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le double subventionnement via des pouvoirs subsidiaires différents est autorisé si la somme de ces subventions ne dépasse pas quatre-vingts pour cent du prix total du vélo T.V.A. comprise. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

« Art. 3/1. Sans préjudice de l'article 4/1, alinéa 3, pour les véhicules et les remorques visés à l'article 2/1, dont la date de facture est postérieure au 1^{er} janvier 2024, le montant de la subvention pour l'achat d'un vélo, d'un vélo cargo ou d'une remorque de vélo est fixé à cinquante pour cent du montant de la facture hors T.V.A., avec un plafond de :

- 1° 800 € par vélo ou vélo cargo sans assistance électrique d'occasion ;
- 2° 2.500 € par vélo ou vélo cargo avec assistance électrique d'occasion ;
- 3° 1.750 € par remorque de vélo d'occasion, avec ou sans assistance électrique, en ce compris les modules de chargement pouvant être fixés sur le châssis de la remorque ;
- 4° 1.500 € par vélo ou vélo cargo sans assistance électrique neuf ;
- 5° 5.000 € par vélo ou vélo cargo avec assistance électrique neuf ;
- 6° 3.500 € par remorque de vélo neuve, avec ou sans assistance électrique, en ce compris les modules de chargement pouvant être fixés sur le châssis de la remorque.

Le double subventionnement régional pour le même matériel est interdit.

La subvention est limitée, par bénéficiaire, à 50.000 € sur une période de trois exercices fiscaux.

Le bénéficiaire doit conserver le matériel subsidié dans le bilan actif de sa société pendant 3 années et affecter celui-ci aux activités de cyclologistique prévues dans le présent arrêté.

Le double subventionnement via des pouvoirs subsidiaires différents est autorisé si la somme de ces subventions ne dépasse pas quatre-vingts pour cent du prix total du vélo ou de la remorque, hors T.V.A.. ».

Art. 6. A l'article 4, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots « visée à l'article 2 » sont insérés entre les mots « demande de subvention » et « est introduite » ;
- 2° à l'alinéa 2, 4°, les mots « sur l'interdiction du double subventionnement visée à l'article 3 » sont remplacés par les mots « sur l'interdiction du double subventionnement régional pour le même matériel et sur la limitation du double subventionnement par des pouvoirs subsidiaires différents visées à l'article 3 ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

« Art. 4/1. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention visée à l'article 2/1 est introduite au moyen d'un formulaire électronique.

La demande est accompagnée des éléments suivants :

- 1° d'éléments prouvant que le demandeur a un siège d'activité en Région wallonne ;
- 2° d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur déclare que 75 % des activités du matériel subsidié se déroulent sur le territoire de la Région wallonne, ainsi que tout autre élément prouvant le respect de cette condition ;
- 3° d'un descriptif de l'activité développée grâce au matériel faisant l'objet de la demande de subvention ;
- 4° pour les demandeurs n'exerçant pas encore d'activités de cyclologistique, de la preuve ou de tout élément justifiant le lancement d'une telle activité ;
- 5° pour les demandeurs exerçant des activités de cyclologistique, de la preuve ou de tout élément justifiant le besoin du matériel acheté ;
- 6° de la facture originale émise par un professionnel du secteur ou à défaut d'une copie certifiée conforme par le professionnel et reprenant le type exact de vélo, vélo cargo ou remorque de vélo ainsi que la date d'acquisition ;
- 7° d'une déclaration sur l'honneur, sur base du modèle annexé au formulaire électronique, portant sur l'interdiction du double subventionnement régional pour le même matériel et sur la limitation du double subventionnement par des pouvoirs subsidiaires différents visées à l'article 3/1 ;
- 8° d'une déclaration sur l'honneur, sur base du modèle annexé au formulaire électronique, portant sur le respect du règlement (UE) n° 1407/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis quant au cumul des aides financières publiques et de tout élément de preuve supplémentaire.

En exécution du règlement visé au 8°, l'Administration n'octroie pas de subvention si la déclaration sur l'honneur démontre que le montant maximal d'aides de minimis octroyées visé à l'article 3, § 2, dudit règlement est atteint. En aucun cas, la subvention octroyée ne peut entraîner un dépassement dudit montant maximal.

L'Administration informe le demandeur qu'il a reçu sa demande de subvention et, le cas échéant, réclame tout document nécessaire pour compléter la demande.

À défaut de transmission des documents indispensables du demandeur dans les trente jours à dater de l'envoi de la demande de compléments, le dossier est clôturé.

Art. 8. Dans l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou à l'article 4/1 ».

Art. 9. À l'article 6, § 2 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de service » sont insérés entre les mots « Le vélo » et les mots « ayant fait » ;
- 2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « visée à l'article 2 » sont insérés entre les mots « de la subvention » et « est utilisé » ;
- 3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 : « Le vélo ou la remorque ayant fait l'objet de la subvention visée à l'article 3/1 est utilisé principalement pour des activités de cyclogistique. ».

Art. 10. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « un » précédant les mots « une demande » est abrogé ;
- 2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « prime » sont chaque fois remplacés par les mots « subvention ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 1^{er} décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/001216]

1. DEZEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads und zur Aufnahme der Modalitäten für die Gewährung eines Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads, eines Lastenfahrrads oder eines Fahrradanhängers für radlogistische Aktivitäten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets "Klima" vom 20. Februar 2014, Artikel 16/1, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 1. Oktober 2020;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads;

Aufgrund der am 4. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 3. Oktober 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 11 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration der Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 23. Oktober 2023 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 74.529/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Verpflichtungen der Wallonischen Region im Bereich der Bekämpfung von Klimaveränderungen und der Reduzierung von Treibhausgasen, die wie folgt zusammengefasst sind: "Die Regierung stellt sicher, dass ihre Entscheidungen zusammen mit denen der Föderalregierung und der Europäischen Union bis 2030 zu einer Verringerung der Treibhausgasemissionen im Einklang mit dem wallonischen Ziel von minus fünfundfünfzig Prozent und zu einer starken Verringerung der Auswirkungen der Verkehrssysteme auf die Gesundheit beitragen. Die Wallonische Politik basiert auf der Fortsetzung der Vision FAST 2030 und der regionalen Mobilitätsstrategie, die im Einklang mit den Zielen der Wallonie im Rahmen des überarbeiteten PACE verstärkt werden.";

In Erwägung der regionalen Mobilitätsstrategie, Teilbereich Güterverkehr, und der folgenden strategischen Ausrichtung: "In Zeit und Raum für ein effizientes und nachhaltiges Transportwesen arbeiten";

In Erwägung, in derselben Strategie, der Optimierung des Güterverkehrs in der Stadt: "Unter den Lösungen für die Mobilität von Gütern in dicht besiedelten städtischen Gebieten bietet das Lastenfahrrad Lösungen für mindestens vierzig Prozent des Marktes für Lieferungen in städtischen Gebieten. Es wird im Rahmen der Strategie für den städtischen Vertrieb berücksichtigt und durch verschiedene Hebel gefördert";

In Erwägung des am 1. Juli 2022 von der Regierung verabschiedeten Plans für eine fahrradfreundliche Wallonie und insbesondere der spezifischen Aktion "Sicherstellung von Prämien für den Kauf von Fahrrädern, die der Fahrradlogistik dienen" innerhalb der Maßnahme 3.3.4 mit dem Titel "Kaufhilfen (Fahrrad, Material)";

In Erwägung der Ambitionen, die in der Erklärung zur Regionalpolitik 2019-2024 in Bezug auf die Entwicklung der Fahrradnutzung in der Wallonischen Region formuliert wurden: "Die Regierung setzt eine Strategie zur Entwicklung der Nutzung des Fahrrads als Fortbewegungsmittel ein, um seine Nutzung bis 2024 zu verdoppeln und bis 2030 auf das Fünffache zu steigern";

In Erwägung der Position der Regierung zur "elektrischen Mikromobilität", mit der das elektrisch unterstützte Fahrrad gleichgesetzt werden kann: "Die elektrische Mikromobilität [...] ist eine Komponente der Intermodalität, die Teil einer Reihe von Lösungen ist, die Verkehrsstaue und Umweltverschmutzung reduzieren können.";

In Erwägung des Potenzials des Elektrofahrrads im Hinblick auf die berufliche Mobilität; das Elektrofahrrad ermöglicht es, längere Strecken zurückzulegen, steilere Steigungen zu bewältigen und dabei weniger Kraftaufwand zu betreiben als mit einem rein mit Muskelkraft betriebenen Fahrrad;

In Erwägung der Möglichkeit, die Nutzung von Fahrrädern als Alternative zu weniger nachhaltigen Verkehrsmitteln im innerstädtischen Güterverkehr oder im Kurzstreckenverkehr durch Lastenfahrräder mit oder ohne Anhänger zu fördern;

In Erwägung des durchschnittlichen Preises eines herkömmlichen Fahrrads oder Lastenfahrrads für den täglichen Gebrauch und des Preises eines elektrisch unterstützten Fahrrads oder Lastenfahrrads, der höher ist als der eines herkömmlichen Fahrrads, und in der Erwägung, dass dieser Preis ein Hindernis darstellen kann;

In Erwägung des wachsenden Interesses an Fahrrädern als Nutzfahrzeugen für Dienstfahrten, Lieferungen und Paketabholungen;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2021 abgeänderten Fassung erhält folgende Fassung: "Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads und für den Kauf eines Fahrrads oder eines Fahrradanhängers für radlogistische Aktivitäten".

Art. 2 - Artikel 1 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2021 abgeänderten Fassung, wird wie folgt abgeändert:

a) Absatz 1 Ziffer 2 wird ergänzt durch "oder radlogistischen Aktivitäten";

b) Absatz 1 wird durch die Ziffern 13, 14 und 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

13° Fahrradanhänger: der Anhänger, der die Anforderungen an Länge, Breite, Gewicht und Ausrüstung gemäß Artikel 46.1, 4°, 46.2.2, 82.1.3, 82.1.4, 82.4.2 und 82.5 der Straßenverkehrsordnung erfüllt, der an ein Fahrrad oder Lastenfahrrad angehängt werden kann und für die Beförderung von Gütern bestimmt ist;

14° Radlogistische Aktivität: berufliche Fahrten, die den Transport, die Lieferung oder die Abholung von Waren zum Gegenstand haben und die mit einem Fahrrad oder Lastenfahrrad, mit oder ohne elektrische Unterstützung, mit oder ohne Anhänger durchgeführt werden;

15° Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die Verordnung der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen."

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Artikel 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 2/1 - Zu den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen kann die Wallonische Region juristischen Personen und Selbstständigen für radlogistische Aktivitäten einen Zuschuss zur Deckung eines Teils der Kosten für den Erwerb eines Fahrrads, eines Lastenfahrrads oder eines Fahrradanhängers gewähren."

Art. 4 - Artikel 3 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2021 abgeänderten Fassung, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "eines Fahrrads" durch die Wortfolge "eines Dienstfahrrads" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "eines Fahrrads" durch die Wortfolge "eines Dienstfahrrads" ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge "Eine doppelte Bezuschussung ist verboten" durch die Wortfolge "Eine doppelte Bezuschussung desselben Materials ist verboten" ersetzt. ";

4° Artikel 3 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Eine doppelte Bezuschussung durch unterschiedliche bezuschussende Behörden ist zulässig, wenn die Summe dieser Bezuschussung nicht mehr als achtzig Prozent des Gesamtpreises des Fahrrads einschließlich Mehrwertsteuer beträgt."

Art. 5 - In denselben Erlass wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 3/1 - Unbeschadet des Artikels 4/1 Absatz 3 wird für die in Artikel 2/1 genannten Fahrzeuge und Anhänger, deren Rechnungsdatum nach dem 1. Januar 2024 liegt, die Höhe des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads, eines Lastenfahrrads oder eines Fahrradanhängers auf fünfzig Prozent des Rechnungsbetrags ohne Mehrwertsteuer festgelegt, mit einer Obergrenze von:

1° 800 € pro gebrauchtes Fahrrad oder Lastenfahrrad ohne elektrische Unterstützung;

2° 2.500 € pro gebrauchtes Fahrrad oder Lastenfahrrad mit elektrischer Unterstützung;

3° 1.750 € pro gebrauchtem Fahrradanhänger, mit oder ohne elektrische Unterstützung, einschließlich der Lademodule, die am Rahmen des Anhängers befestigt werden können;

4° 1.500 € pro neues Fahrrad oder Lastenfahrrad ohne elektrische Unterstützung;

5° 5.000 € pro neues Fahrrad oder Lastenfahrrad mit elektrischer Unterstützung;

6° 3.500 € pro neuem Fahrradanhänger, mit oder ohne elektrische Unterstützung, einschließlich der Lademodule, die am Rahmen des Anhängers befestigt werden können.

Eine doppelte regionale Bezuschussung desselben Materials ist verboten.

Der Zuschuss ist pro Empfänger auf 50.000 € über einen Zeitraum von drei Steuerjahren begrenzt.

Der Empfänger muss das bezuschusste Material drei Jahre lang in der Aktivbilanz seines Unternehmens aufbewahren und es für die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Aktivitäten im Bereich der Radlogistik verwenden.

Eine doppelte Bezuschussung durch unterschiedliche bezuschussende Behörden ist zulässig, wenn die Summe dieser Bezuschussung nicht mehr als achtzig Prozent des Gesamtpreises des Fahrrads oder des Anhängers ohne Mehrwertsteuer beträgt."

Art. 6 - Artikel 4 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2021 abgeänderten Fassung, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Absatz 1 desselben Erlasses wird hinter die Wortfolge "müssen die Zuschussanträge" die Wortfolge "gemäß Artikel 2" eingefügt;
- 2° in Absatz 2 Ziffer 4 wird die Wortfolge "zum Verbot der in Artikel 3 genannten Doppelbezuschussung" durch die Wortfolge "über das Verbot der doppelten regionalen Zuschussung desselben Materials und über die Begrenzung der doppelten Zuschussung durch unterschiedliche Zuschussende Behörden gemäß Artikel 3" ersetzt.

Art. 7 - In denselben Erlass wird ein Artikel 4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 4/1 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit müssen die Zuschussanträge gemäß Artikel 2/1 mittels eines elektronischen Formulars eingereicht werden.

Dem Antrag sind folgende Unterlagen beizufügen:

- 1° Elemente, die belegen, dass der Antragsteller einen Geschäftssitz in der Wallonischen Region hat;
- 2° eine ehrenwörtliche Erklärung des Antragstellers, aus der hervorgeht, dass 75 % der Aktivitäten des bezuschussten Materials auf dem Gebiet der Wallonischen Region durchgeführt werden, sowie jedes andere Element, das die Erfüllung dieser Bedingung belegt;
- 3° eine Beschreibung der Aktivität, die dank des Materials, das Gegenstand des Zuschussantrags ist, entwickelt wurde;
- 4° für Antragsteller, die noch keine Aktivitäten im Bereich der Radlogistik ausüben, den Nachweis oder jedes Element, das die Aufnahme einer solchen Aktivität rechtfertigt;
- 5° für Antragsteller, die bereits Aktivitäten im Bereich der Radlogistik ausüben, einen Nachweis oder ein Element, das die Notwendigkeit des gekauften Materials belegt;
- 6° das Original der von einem Fachmann des Sektors ausgestellten Rechnung oder, falls nicht vorhanden, eine vom Fachhandel beglaubigte Kopie, aus der der genaue Typ des Fahrrads, des Lastenfahrrads oder des Fahrradanhängers sowie das Kaufdatum hervorgehen;
- 7° eine ehrenwörtliche Erklärung auf der Grundlage des dem elektronischen Formular beigefügten Musters über das Verbot der doppelten regionalen Zuschussung desselben Materials und über die Begrenzung der doppelten Zuschussung durch unterschiedliche Zuschussende Behörden gemäß Artikel 3/1;
- 8° eine ehrenwörtliche Erklärung auf der Grundlage des dem elektronischen Formular beigefügten Musters über die Einhaltung der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen in Bezug auf die Kumulierung öffentlicher Finanzhilfen und alle zusätzlichen Nachweise.

In Ausführung der in Ziffer 8 genannten Verordnung gewährt die Verwaltung keinen Zuschuss, wenn die ehrenwörtliche Erklärung belegt, dass der Höchstbetrag der gewährten De-minimis-Beihilfen gemäß Artikel 3 Absatz 2 der genannten Verordnung erreicht wird. In keinem Fall darf der gewährte Zuschuss dazu führen, dass der genannte Höchstbetrag überschritten wird.

Die Verwaltung informiert den Antragsteller, dass sie den Zuschussantrag erhalten hat, und fordert gegebenenfalls alle zur Vervollständigung des Antrags erforderlichen Dokumente an.

Übermittelt der Antragsteller die unerlässlichen Dokumente nicht innerhalb von 30 Tagen nach Absendung des Antrags auf Vervollständigung, wird die Akte geschlossen.

Art. 8 - In Artikel 5 desselben Erlasses wird die Wortfolge "auf dem in Artikel 4 genannten Antragsformular" durch die Wortfolge "auf dem in Artikel 4 oder in Artikel 4/1 genannten Antragsformular" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 6 § 2 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. August 2021 abgeänderten Fassung, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Das bezuschusste Fahrrad" durch die Wortfolge "Das bezuschusste Dienstfahrrad" ersetzt;
- 2° in Absatz 1 wird vor das Wort "bezuschusste" die Wortfolge "gemäß Artikel 2" eingefügt;
- 3° zwischen den Absätzen 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Das Fahrrad oder der Anhänger, für das/den der Zuschuss gemäß Artikel 3/1 gewährt wurde, wird hauptsächlich für radlogistische Aktivitäten verwendet."

Art. 10 - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Absatz 1 wird in der französischen Fassung das Wort "un" vor der Wortfolge "une demande" aufgehoben;
- 2° In Absatz 1 wird die Wortfolge "der Prämie" jedes Mal durch die Wortfolge "des Zuschusses" ersetzt.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/01216]

1 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop van een dienstfiets en tot toevoeging van de modaliteiten voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop van een fiets, een cargofiets of een fietsaanhangwagen voor fietslogistieke activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het klimaatdecreet van 20 februari 2014, artikel 16/1, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan de werkgevers voor de aankoop van een dienstfiets;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 januari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2023;

Gelet op het rapport van 3 oktober 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 74.529/4 van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de verbintenissen van het Waalse Gewest om de klimaatverandering te bestrijden en de uitstoot van broeikasgassen te verminderen, als volgt samengevat: “De Regering zal erop toezien dat haar beslissingen, samen met die van de federale Regering en de Europese Unie, bijdragen tot een vermindering van de uitstoot van broeikasgassen in overeenstemming met de Waalse doelstelling van minder dan vijftig procent tegen 2030, en tot een aanzienlijke vermindering van de impact van transportsystemen op de gezondheid”. Het Waalse beleid is gebaseerd op het nastreven van de FAST 2030-visie en de Gewestelijke Mobiliteitsstrategie, die werden versterkt in lijn met de Waalse doelstellingen in het kader van het herziene PACE (plan lucht-klimaat-energie)”;

Gelet op de gewestelijke Mobiliteitsstrategie, het luik over goederenvervoer, en de volgende strategische richting: “Werken in tijd en ruimte voor efficiënt en duurzaam transport”;

Gelet op het optimaliseren, in dezelfde strategie, van het goederenverkeer in steden: “Onder de oplossingen voor de mobiliteit van goederen in dichtbevolkte stedelijke gebieden biedt de cargofiets oplossingen voor ten minste veertig procent van de markt van pakketbezorging in stedelijke gebieden. Er wordt rekening mee gehouden in de stedelijke distributiestrategie en het wordt aangemoedigd via verschillende hefboomen”;

Gelet op het op 1 juli 2022 door de Regering goedgekeurde Plan “Wallonie cyclable” en in het bijzonder de specifieke actie “Stimulansen geven voor de aankoop van fietsen die gebruikt worden voor fietslogistiek” binnen maatregel 3.3.4 getiteld “Steun geven voor de aankoop van fietsen en uitrusting”;

Gelet op de ambities in de Gewestelijke Beleidsverklaring 2019-2024 met betrekking tot de ontwikkeling van het fietsen in het Waalse Gewest: “De Regering voert een strategie uit om het gebruik van de fiets als utilitair verplaatsingsmiddel te ontwikkelen, zodat het gebruik ervan tegen 2024 verdubbeld en tegen 2030 vervienvoudigd wordt”;

Gelet op het standpunt van de Regering over elektrische micromobiliteit, waarin de elektrisch ondersteunde fiets kan worden opgenomen: “Elektrische micromobiliteit is een onderdeel van intermodaliteit en maakt deel uit van een reeks oplossingen die verkeersopstoppingen en vervuiling kunnen verminderen”;

Gelet op het potentieel van de elektrische fiets voor professionele mobiliteit, die het mogelijk maakt om langere afstanden af te leggen, steilere hellingen te nemen en zwaardere ladingen te trekken, terwijl het minder inspanning vergt dan een spierfiets;

Gelet op de wenselijkheid om het gebruik van fietsen aan te moedigen ter vervanging van minder duurzame vervoerswijzen in het stedelijk goederenvervoer of voor het vervoer over korte afstanden via cargofietsen, met of zonder aanhangwagen;

Gelet op de gemiddelde prijs van een gewone fiets of cargofiets voor dagelijks gebruik en die van een elektrische fiets of cargofiets, die hoger is dan die van een spierfiets, en de ontmoedigende werking die daarvan kan uitgaan;

Gelet op de groeiende belangstelling voor de fiets als een utilitair vervoermiddel voor zakenverplaatsingen, leveringen en het ophalen van pakjes;

Op voorstel van de Minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop van een dienstfiets, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, wordt vervangen door de volgende tekst: “Besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop van een dienstfiets en voor de aankoop van een fiets of fietsaanhangwagen voor fietslogistieke activiteiten”.

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1, wordt punt 2° aangevuld met de woorden “die activiteiten op het gebied van de fietslogistiek heeft”;

b) lid 1 wordt aangevuld met de punten 13°, 14° en 15°, luidend als volgt:

“13° fietsaanhangwagen”: de aanhangwagen die voldoet aan de eisen inzake lengte, breedte, gewicht en uitrusting van de artikelen 46.1, 4°, 46.2.2, 82.1.3, 82.1.4, 82.4.2 en 82.5 van de Wegcode en die aan een fiets of cargofiets kan worden gekoppeld en bestemd is voor het vervoer van goederen;

14° fietslogistieke activiteit: de zakenreis met als doel goederen te vervoeren, af te leveren of op te halen, uitgevoerd met een fiets of cargofiets, met of zonder elektrische ondersteuning, met of zonder aanhangwagen;

15° Verordening 1407/2013: de Verordening van de Europese Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissiteun.”.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 2/1. Onder de voorwaarden bepaald in dit besluit kan het Waalse Gewest aan rechtspersonen en zelfstandigen een subsidie toekennen om een deel van de kosten voor de aankoop van een fiets, een cargofiets of een fietsaanhangwagen te dekken voor fietslogistieke activiteiten.”.

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid worden de woorden “voor de aankoop van een fiets” vervangen door de woorden “voor de aankoop van een dienstfiets”;
- 2° in het tweede lid worden de woorden “voor de aankoop van een fiets” vervangen door de woorden “voor de aankoop van een dienstfiets”;
- 3° in het derde lid worden de woorden “Dubbele subsidiëring” vervangen door de woorden “Dubbele gewestelijke subsidiëring voor hetzelfde materiaal”.; 4° artikel 3 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: “Dubbele subsidiëring via verschillende subsidiërende overheden is toegestaan als de som van deze subsidies niet meer bedraagt dan tachtig procent van de totale prijs van de fiets, inclusief btw.”.

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 3/1. Onverminderd artikel 4/1, derde lid, wordt voor de in artikel 2/1 bedoelde voertuigen en aanhangwagens, waarvan de factuurdatum na 1 januari 2024 ligt, het subsidiebedrag voor de aankoop van een fiets, een cargofiets of een fietsaanhangwagen vastgesteld op vijftig procent van het factuurbedrag exclusief btw, met een maximum van:

- 1° 800 € per tweedehands fiets of cargofiets zonder elektrische ondersteuning;
- 2° 2500 € per tweedehands fiets of cargofiets met elektrische ondersteuning;
- 3° 1.750 € per tweedehands fietsaanhangwagen, met of zonder elektrische ondersteuning, inclusief laadmodules die op het chassis van de fietsaanhangwagen kunnen worden bevestigd;
- 4° 1500 € per nieuwe fiets of cargofiets zonder elektrische ondersteuning;
- 5° 5500 € per nieuwe fiets of cargofiets met elektrische ondersteuning;
- 6° 3.500 € per nieuwe fietsaanhangwagen, met of zonder elektrische ondersteuning, inclusief laadmodules die op het chassis van de fietsaanhangwagen kunnen worden bevestigd.

Dubbele gewestelijke subsidiëring voor hetzelfde materiaal is verboden.

De subsidie is per begunstigde beperkt tot 50.000 € over een periode van drie belastingjaren.

De begunstigde moet het gesubsidieerde materiaal gedurende 3 jaar op de balans van zijn bedrijf houden en het gebruiken voor de fietslogistieke activiteiten die in dit besluit worden beschreven.

“Dubbele subsidiëring via verschillende subsidiërende overheden is toegestaan als de som van deze subsidies niet meer bedraagt dan tachtig procent van de totale prijs van de fiets of van de aanhangwagen inclusief btw.”.

Art. 6. In artikel 4 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “in artikel 2 bedoelde” ingevoegd tussen de woorden “moet de” en de woorden “subsidieaanvraag door middel”;
- 2° in het tweede lid, 4° worden de woorden “het verbod op dubbele subsidiëring als bedoeld in artikel 3” vervangen door de woorden “het verbod op dubbele gewestelijke subsidiëring voor hetzelfde materiaal en op de beperking van de dubbele subsidiëring door verschillende subsidiërende overheden als bedoeld in artikel 3”.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 4/1. Op straffe van onontvankelijkheid moet de in artikel 2/1 bedoelde subsidieaanvraag ingediend worden via een elektronisch formulier.

De aanvraag gaat vergezeld van:

- 1° het bewijs dat de aanvrager een exploitatiezetel in het Waalse Gewest heeft;
- 2° een verklaring op erewoord waarmee de aanvrager verklaart dat 75% van de activiteiten van het gesubsidieerde materiaal plaatsvinden op het grondgebied van het Waalse Gewest, alsook elk ander element dat bewijst dat aan deze voorwaarde is voldaan;
- 3° een beschrijving van de activiteit die wordt ontwikkeld met het materiaal waarvoor de subsidie wordt aangevraagd;
- 4° voor aanvragers die nog geen fietslogistieke activiteiten uitoefenen, het bewijs of enig ander bewijs dat dergelijke activiteiten zijn opgestart;
- 5° voor aanvragers die fietslogistieke activiteiten uitoefenen, het bewijs of elk ander element dat de noodzaak van het aangekochte materiaal rechtvaardigt;
- 6° de originele factuur afgeleverd door een beroepsbeoefenaar uit de sector of, bij gebrek daaraan, een door de beroepsbeoefenaar voor eensluidend gewaarmerkte kopie waarop het exacte type fiets, cargofiets of fietsaanhangwagen en de datum van aankoop vermeld staan;

- 7° een verklaring op erewoord, op basis van het bij het elektronische formulier gevoegde model, met betrekking tot het verbod op dubbele gewestelijke subsidiëring voor hetzelfde materiaal en de beperking op dubbele subsidiëring door verschillende subsidiërende overheden als bedoeld in artikel 3/1;
- 8° een verklaring op erewoord, op basis van het bij het elektronische formulier gevoegde model, betreffende de naleving van Verordening (EU) nr. 1407/2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun wat betreft de cumulering van financiële overheidssteun en eventuele aanvullende bewijsstukken;

Overeenkomstig de in 8° bedoelde verordening kent de Administratie geen subsidie toe indien uit de verklaring op erewoord blijkt dat het maximumbedrag van de toegekende de-minimissteun bedoeld in artikel 3, § 2, van voornoemde verordening is bereikt. In geen geval mag de toegekende subsidie dit maximumbedrag overschrijden.

De Administratie informeert de aanvrager dat zij de subsidieaanvraag heeft ontvangen en vraagt, indien nodig, om documenten die nodig zijn om de aanvraag aan te vullen.

Als de aanvrager de benodigde documenten niet binnen dertig dagen na verzending van het verzoek om aanvullende informatie indient, wordt het dossier gesloten.

Art. 8. In lid 1 van artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “of in artikel 4/1” ingevoegd tussen de woorden “op het in artikel 4” en de woorden “bedoelde aanvraagformulier”.

Art. 9. In artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid worden het woord “fiets” vervangen door het woord “dienstfiets”;
- 2° in het eerste lid worden de woorden “De gesubsidieerde fiets wordt voornamelijk” vervangen de woorden “De dienstfiets waarvoor de in artikel 2 bedoelde subsidie is toegekend, wordt voornamelijk”;
- 3° tussen het eerste en tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt: “De fiets of de aanhangwagen waarvoor de subsidie bedoeld in artikel 3/1 werd toegekend, wordt hoofdzakelijk gebruikt voor fietslogistieke activiteiten.”.

Art. 10. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid van de Franse versie het woord “un” vóór de woorden “une demande” opgeheven;
- 2° in het eerste lid worden de woorden “premie” telkens vervangen door de woorden “subsidie”.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De Minister bevoegd voor mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2023.

Voor de Regering:

De Minister-president,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/001388]

8 FEBRUARI 2024. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van de regels volgens dewelke de lijsten en de kandidaten op het beeldscherm van de stemcomputer worden getoond

De Minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen,

Gelet op het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, vastgesteld bij ordonnantie van 20 juli 2023, artikel 49, § 5;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, laatst gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 oktober 2023, artikel 5, 21°, p;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 juni 2018 houdende vaststelling van de regels volgens welke de lijsten en de kandidaten op het beeldscherm van de stemcomputer worden getoond;

Gelet op de gelijkkansentest, zoals bepaald bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 betreffende de invoering van de gelijkkansentest, uitgevoerd op 21 november 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 6 februari 2024 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/001388]

8 FEVRIER 2024. — Arrêté ministériel fixant les règles de présentation des listes et des candidats sur les écrans des machines à voter

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,

Vu le Nouveau Code électoral communal bruxellois, institué par l'ordonnance du 20 juillet 2023, article 49, § 5 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 octobre 2023, article 5, 21°, p ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 2018 fixant les règles de présentation des listes et des candidats sur les écrans des machines à voter ;

Vu le test égalité des chances, tel que défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances, réalisé le 21 novembre 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 6 février 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;